

# QUE VA DEVENIR, LA PROFESSION INFIRMIÈRE ?

## UNE PROPOSITION PARLEMENTAIRE DE LOI (PPL) EST EN ORDRE DE MARCHÉ

Celle-ci est présentée comme une « *amélioration* » de l'ensemble des professions infirmières et pourtant... c'est loin d'être le cas !

### Quelles sont les formations infirmières concernées ?

- ➡ IDE : Infirmier Diplômé D'État
- ➡ IADE : Infirmier Anesthésiste Diplômé d'État
- ➡ IBODE : Infirmier de Bloc Opératoire Diplômé d'État
- ➡ IPDE : Infirmier Puériculteur Diplômé d'État
- ➡ IPA : Infirmier en Pratique Avancée

Le cadre juridique, cette PPL (Valletoux / Dubré-Chirat, n°654 déposée le 3 décembre 2024) vise à une meilleure reconnaissance de la profession infirmière avec :

#### L'ARTICLE 1 redéfinirait des missions socles :

- Réalisation de soins et leur évaluation,
- Coordination et mise en oeuvre du parcours de santé,
- Prévention,
- Participation à la formation et la recherche,
- Introduction d'une consultation infirmière en lien avec les diagnostics infirmier,
- La prescription de produits de santé ou d'examen complémentaires nécessaire à l'exercice de la profession.

#### L'ARTICLE 2 quant à lui, vise l'évolution des Pratiques Avancées.

Ces ambitions gouvernementales ont pour objectif de pallier rapidement à une pénurie médicale croissante et comble de l'ironie à reconnaître les infirmiers dans leurs compétences, mais à moyens financiers constants !

### LA CGT revendique pour cette PPL :

- ➡ Ni circulaire ni arrêté mais des Décrets,
- ➡ Pas de décision prise sans consultation des organisations représentatives des professionnels,
- ➡ Une Pratique Avancée, quel que soit le lieu, avec une coordination médicale,
- ➡ Un temps dédié pour la recherche,
- ➡ Diplôme d'Etat = référentiel de formation national : un même diplôme, un même référentiel pour tout le territoire, quelle que soit l'université,
- ➡ 3 ans minimum de pratique professionnelle en amont de l'entrée en formation d'une Pratique Avancée,

### La CGT exige :

- Pas d'acte supplémentaire sans formations certifiantes,
- Des salaires à la hauteur de nos qualifications,
- La reconnaissance du Master pour toutes les professions en Pratiques Avancées,
- Des moyens financiers propres et des facilitations d'accès à la formation professionnelle.

**Les diplômes d'État doivent être délivrés par l'État et non par les universités afin de garantir l'uniformité des formations sur l'ensemble du territoire.**